



AFRICITES 7
JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD
29 novembre au 3 décembre 2015

DOSSIER DE PRESENTATION

CONSTRUIRE LE FUTUR DE L'AFRIQUE AVEC SES POPULATIONS
LA CONTRIBUTION DES AUTORITES TERRITORIALES
A LA PROSPECTIVE 2063 DE L'AFRIQUE

Version juillet 2015



Cooperative Governance
Traditional Affairs



AFRICITES 7

JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

29 novembre au 03 décembre 2015

**CONSTRUIRE LE FUTUR DE L'AFRIQUE AVEC SES POPULATIONS
LA CONTRIBUTION DES AUTORITES TERRITORIALES
A LA PROSPECTIVE 2063 DE L'AFRIQUE**

NOTE DE PRESENTATION

CONSTRUIRE LE FUTUR DE L'AFRIQUE AVEC SES POPULATIONS LA CONTRIBUTION DES AUTORITÉS TERRITORIALE A LA PROSPECTIVE 2063 DE L'AFRIQUE

NOTE DE PRESENTATION

LE THEME DU SOMMET AFRICITES 7

1.

Le Sommet Africités 7, septième édition des journées panafricaines des autorités locales et territoriales, se déroulera à *Johannesburg, en Afrique du Sud, du 29 Novembre au 3 Décembre 2015*. Il aura pour thème : « *Construire le futur de l'Afrique avec ses populations : La contribution des autorités territoriales à la prospective 2063 de l'Afrique* »

C'est un moment passionnant pour l'Afrique, rempli de possibilités et un renouveau du sens de confiance la en soi. Fortement saisi dans la vision de l'Agenda 2063, à travers un « NOUS VOULONS » africain, qui incite tout le monde à jouer un rôle actif pour voir la vision future se concrétiser.

Nous aspirons qu'en 2063, l'Afrique serait un continent prospère, avec les moyens et les ressources pour conduire son propre développement, et où: les peuples africains ont un niveau de vie élevé, une qualité de vie, une bonne santé et du bien-être; Des citoyens bien éduqués et une révolution des compétences soutenue par la science, la technologie et l'innovation pour une société de la connaissance; Les villes et autres établissements seraient des centres d'activités culturelles et économiques, avec des infrastructures modernisées, et les gens aurait accès à toutes les nécessités de la vie, notamment le logement, l'eau, l'assainissement, l'énergie, les transports publics et les TIC; Les économies serait structurellement transformées pour créer de la croissance partagée, des emplois décents et des opportunités économiques pour tous ... (Agenda 2063 - L'Afrique que NOUS VOULONS)

Surtout, la vision est enracinée dans une compréhension réaliste des leçons du passé, la position de changement et le rôle de l'Afrique dans un système international qui évolue rapidement, et dans quelle mesure nous devons aller encore plus loin pour répondre aux besoins de toutes nos populations. Cela incite aussi, chacun de nous, à identifier les opportunités stratégiques à court et à moyen terme pour créer des pistes vers ce futur alternatif pour assurer une transformation socio-économique positive de l'Afrique dans les 50 années à venir.

Par la thématique de l'Agenda 2063, le Sommet Africités 7 est se donne pour objectif de connecter une compréhension rigoureuse des tendances futures probables avec un débat stratégique sur ce qui doit être fait au niveau local, avec effet immédiat pour répondre à l'urgence de la prestation de services, le logement, les possibilités économiques, la mobilité sûre et abordable, et ainsi de suite.

Le Sommet Africités a toujours été un moment fort pour la rencontre des élus locaux et territoriaux africains. Il se veut l'écho des 15000 collectivités locales et territoriales africaines qui administrent les territoires d'Afrique.

Le Sommet Africités poursuit deux objectifs majeurs :

- Définir des stratégies appropriées et partagées en vue d'améliorer les conditions de vie des populations au niveau local.
- Contribuer à l'intégration, à la paix et à l'unité de l'Afrique à partir de la base.

L'HISTOIRE DES SOMMETS AFRICITES

2.

Le Sommet Africités 7 s'inscrit dans la succession des Africités qui se sont déroulés dans les cinq sous-régions d'Afrique.

Africités 1, à Abidjan en 1998 a eu pour thème « **Reconnaître le rôle incontournable des collectivités locales dans le développement de l'Afrique** ». Ce sommet a vu l'émergence du mouvement africain des autorités locales sur la scène régionale et internationale. Il a permis de dépasser les barrières des langues officielles héritées de la période coloniale et de construire une parole locale africaine à propos des enjeux de la décentralisation, du développement local, de l'intégration régionale et de la coopération avec l'Afrique.

Africités 2, à Windhoek en mai 2000 s'est tenu autour du thème « **Financer les collectivités locales africaines pour assurer le développement durable du continent** ». Ce sommet a marqué le début de la structuration du mouvement africain des autorités locales et du dialogue panafricain sur la décentralisation et le développement local. Il a préparé la mise en place d'une Conférence panafricaine de la décentralisation et du développement local (CADDEL) dans le but de placer la décentralisation parmi les priorités de l'agenda politique africain et d'un Conseil des Communes et Régions d'Afrique (CCRA), en vue de construire et représenter la voix unifiée des collectivités locales africaines.

Africités 3, à Yaoundé, en Décembre 2003, a retenu comme thème « **Accélérer l'accès aux services de base au sein des collectivités locales africaines** ». Ce sommet a été le moment de l'unification du mouvement africain de collectivités territoriales, avec la mise en place effective de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique, CGLU-A, qui a remplacé le CCRA, et la définition de sa participation au mouvement mondial des collectivités territoriales. Ce sommet a placé la décentralisation et le renforcement des collectivités locales dans la perspective de l'amélioration des conditions de vie des populations et de la participation des citoyens.

Africités 4, à Nairobi, en septembre 2006, a eu comme sujet « **Construire des coalitions pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement au sein des collectivités locales africaines** ». Ce sommet a réuni les acteurs et les principales parties prenantes au niveau des collectivités locales afin qu'elles discutent de la meilleure façon de travailler ensemble en vue de la réalisation des OMD au sein des collectivités locales africaines. Il a confirmé l'alliance entre les collectivités locales africaines et les institutions du système des Nations Unies. Il a mobilisé, autour des collectivités locales africaines les différents mouvements sociaux et citoyens en Afrique.

Africités 5, à Marrakech, du 1^{er} au 5 décembre 2009, a réfléchi sur « **La réponse des collectivités locales et territoriales africaines à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi** ». Ce sommet a permis de construire l'alliance entre les collectivités locales africaines et les acteurs économiques, en vue de la promotion du développement local et de l'emploi en Afrique.

Africités 6, à Dakar, du 4 au 8 décembre 2012, s'est réuni autour du thème « **Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?** ». Ce sommet a illustré le rôle des collectivités locales dans la construction de l'Afrique dans le monde d'aujourd'hui et de demain. Il a proposé pour stratégie de partir du niveau local et du territoire comme échelle pertinente pour articuler population et environnement, développement et démocratie. Partir du local permet de redéfinir l'espace public, la citoyenneté et la souveraineté au niveau national et de construire des espaces supranationaux enracinés sur la référence au territoire local. Le Sommet a proposé à l'Union Africaine, qui l'a accepté, l'adoption d'une charte africaine des valeurs et principes de la décentralisation et du développement local et la création d'un Haut Conseil des Autorités Locales Africaines au sein de l'Union Africaine.

LE CONTEXTE MONDIAL

3.

Le Sommet Africités 7 s'inscrit dans un contexte international qui pèse sur l'évolution africaine. A la suite des bouleversements financiers et économiques de 2008 et des contradictions qui en ont résulté, le nouveau contexte est marqué par de grandes incertitudes. Plusieurs interrogations doivent être prises en compte :

- La crise globale s'approfondit et les déséquilibres structurels se maintiennent. Une première interrogation, quant au futur, concerne la place de l'Afrique dans la mondialisation contemporaine et sa crise.
- Le contexte est aussi caractérisé par une réorganisation géopolitique, économique, sociale et culturelle des différentes grandes régions du monde liées à leurs évolutions spécifiques. Une deuxième interrogation concerne les spécificités de l'évolution de l'Afrique parmi les grandes régions du monde.
- Les dernières décennies ont été marquées par une tendance à l'extension de la dynamique de la démocratisation à l'échelle mondiale. Une troisième interrogation concerne les formes que prendra la démocratisation à l'échelle de l'Afrique.
- L'entrée par les territoires mise en avant au Sommet Africités 7 permet de repenser et redéfinir la dynamique de l'intégration et de l'unité africaines. Avec la décentralisation et la création des ensembles régionaux, la gouvernance publique devient plus complexe. On peut identifier au moins 4 niveaux de gouvernance en Afrique : local, national, sous régional et continental. Une quatrième interrogation concerne l'articulation des différents niveaux de gouvernance : l'échelle du continent africain, l'échelle des cinq sous-régions du continent africain, l'échelle nationale des Etats africains, et l'échelle des collectivités locales et territoriales.
- L'entrée par les territoires permet également de relier les populations, les activités, les écosystèmes et les institutions. La mondialisation tente à diffuser un même modèle de développement qui n'est pas durable du point de vue des écosystèmes et qui n'est pas acceptable du point de vue de l'équité. Une cinquième interrogation concerne la possibilité pour l'Afrique de se donner des modes de développement et transformations de la société africaines qui soient plus durable et plus justes.

L'ARCHITECTURE DU SOMMET AFRICITES 7

4.

Le Sommet Africités 7 se propose d'aborder l'ensemble de ces interrogations en prenant appui sur la construction de la Vision 2063 de l'Afrique dont la mise en débat est proposée par la Commission de l'Union Africaine.

Du 29 novembre au 3 Décembre 2015, le Sommet Africités 7 accueillera, à Johannesburg, Afrique du Sud, plus de 5000 personnes. Les participants représenteront tous les protagonistes de la vie locale africaine ainsi que leurs partenaires des autres régions du monde : ministres chargés des collectivités locales, du logement, du développement urbain, et de la fonction publique; autorités locales et élus locaux ; responsables des administrations centrales et locales ; organisations des sociétés civiles, associations et syndicats ; opérateurs économiques des secteurs publics, privés et de l'économie sociale et solidaire ; autorités traditionnelles ; chercheurs et universitaires ; agences de coopération internationale. Le Salon Africités 7 accueillera entre 400 et 500 exposants.

Le Sommet Africities 7 est organisé autour des segments suivants :

- **Les sessions thématiques**, le 29 novembre 2015 après-midi, permettent d'approfondir le thème de la construction du futur de l'Afrique par ses populations. La contribution des autorités locales africaines à la prospective 2063 de l'Union Africaine s'accompagnera d'une élaboration de politiques et stratégies des collectivités locales pour répondre aux besoins des populations dans les situations concrètes.
- **Les sessions d'acteurs**, les 30 novembre & 1 décembre 2015, dédiées aux coalitions locales africaines. Elles aborderont les relations entre les autorités locales et les différents acteurs locaux africains.
- **Les sessions ouvertes**, les 30 novembre & 1 décembre 2015, permettent à différents réseaux d'autorités africaines ou à des réseaux souhaitant travailler avec les autorités africaines de présenter leurs propositions et de contribuer aux réflexions. Les sessions ouvertes traiteront deux types de blocs :
 - Le bloc des **programmes de CGLU-A** : qui fera le point sur le travail accompli par l'organisation pour la mise en œuvre de sa stratégie de perspectives à long terme, aussi connu comme « Programme de Gouvernance, Plaidoyer et Développement Décentralisé pour l'Afrique ». (GADDEPA)
 - Le bloc des **partenaires** désireux de coopérer avec les autorités locales pour faire des propositions de projets ; programmes ; méthodes ou outils pour répondre aux principales préoccupations des autorités locales africaines.
- **Les sessions politiques**, les 2 & 3 décembre 2015: Rencontres politiques des maires, des autorités locales et des ministres, suivies du dialogue politique entre maires, autorités locales, ministres, institutions africaines, et partenaires au développement.

LE SALON AFRICITES 7

5.

Du 29 novembre au 2 Décembre 2015, se déroulera, dans le cadre du Sommet, le « **Salon Africities 7** ». Des stands d'exposition seront proposés aux autorités locales, associations d'autorités locales, institutions internationales et de coopération, entreprises publiques et privées, institutions bancaires et établissements financiers, ainsi qu'institutions de recherche et de formation qui souhaitent travailler avec les collectivités locales africaines.

Des débats seront organisés à l'initiative des organisateurs du Salon. Une bourse de projets sera mise en place pour relier les demandes exprimées par les collectivités locales africaines avec les propositions des exposants du salon.

QUELQUES EVENEMENTS EXCEPTIONNELS

6.

Plusieurs événements de grande importance ponctueront Africities 7. Parmi eux, notons :

- L'Assemblée Générale électorale de CGLU-A.
- La rencontre des ministres des services publics, des collectivités locales, du développement urbain, et de la décentralisation.
- La rencontre de dialogue politique entre les autorités locales et territoriales, les ministres, les institutions africaines et les partenaires de coopération.
- La rencontre des ministres des finances.

- L'Assemblée Générale électorale de REFELA (Réseau des Femmes Elues Locales Africaines).
- La rencontre des anciens Chefs d'Etat africains membres d'honneur de CGLU-A.
- Les rencontres des autorités locales africaines avec leurs homologues chinoises, latino-américaines, européennes, turques ...
- La rencontre des BRICS sur les autorités locales.
- La présentation du programme des Nations Unies sur les afro-descendants.
- Le lancement du Conseil Africain de Prospective des Collectivités locales.
- La relance de la coopération décentralisée interafricaine.
- La discussion de la contribution de l'Afrique à la COP 21 sur le Climat.
- La discussion de la contribution de l'Afrique à la Conférence Habitat III.

7.

Ces événements, comme l'ensemble des activités d'Africités 7, seront relayés par les outils de communication interne d'Africités :

- Le quotidien Africités-Daily diffusé tous les matins dans les hôtels et sur le site.
- Africités TV et Radio
- La conférence de presse quotidienne.
- Les points presse spécifiques.
- Les sites internet Africités et CGLU-A
- Les réseaux sociaux Facebook, Twitter, etc.

La communication d'Africités 7 sera également assurée par les médias nationaux et internationaux invités par les organisateurs.

AFRICITES 7 JOHANNESBURG, AFRIQUE DU SUD

THEME : CONSTRUIRE LE FUTUR DE L'AFRIQUE AVEC SES POPULATIONS
LA CONTRIBUTION DES AUTORITES TERRITORIALES D'AFRIQUE
A LA PROSPECTIVE 2063 DE L'UNION AFRICAINE

1^{IERE} CONCEPT NOTE

Alioune Sall
Pretoria, 23 Octobre 2014

L'Afrique a un futur...elle n'est plus condamnée

L'Afrique s'est invitée sur l'agenda international et, fait nouveau, serait-on tenté de dire, pour une bonne raison: sa croissance. Remarquable, eu égard à la stagnation, voire la régression des autres continents depuis la crise économique et financière des années 2008-2010, cette croissance permet d'envisager un avenir de prospérité partagée, de développement inclusif. C'est ainsi que le scénario d'une Afrique qui gagne dans la globalisation, qui est celui de l'*Agenda 2063* de l'Union Africaine a acquis droit de cite.

Le continent pourrait, dans cette narration, émerger, à l'instar d'autres du Sud global, sur la base d'un certain nombre d'avantages comparatifs, allant de sa dotation en ressources naturelles¹, à son environnement, en passant par sa jeunesse et son ouverture aux nouvelles technologies. Dans ce scénario, le continent se transmuerait en un demi-siècle ; d'un continent marginalisé, appauvri, il deviendrait un continent qui compte. Le temps de l'Afrique serait arrivé. Le doute ne serait plus permis ; le jugement est sans appel : « Africa is rising », un slogan devenu banal à force d'être répété dans toutes les langues parlées dans les conférences internationales.

En raison du puissant marketing dont il fait l'objet, ce scénario semble, plus que plausible, incontournable selon de nombreux experts. Les signes avant-coureurs seraient, pour certains, les « nouveaux milliardaires africains ». Pour d'autres, c'est « la nouvelle classe moyenne » aujourd'hui estimée par la BAD à 313 millions de personnes, soit 34% de la population du continent. Pour d'autres encore, le Ghana, l'Éthiopie, l'Ile Maurice, le Botswana, le Nigeria et, depuis peu, le Rwanda, préfigurent cette Afrique qui donne toutes les raisons d'espérer.

Sur cet arrière-plan, nombre d'institutions publiques et privées, nationales et internationales, s'emploient à développer des stratégies pour bâtir ce futur souhaitable et transformer en quelque sorte l'essai des dix dernières années en un point décisif. Ces stratégies vont de la promotion du secteur privé à la valorisation des ressources naturelles, en passant par l'investissement vigoureux dans les infrastructures et l'énergie, sans oublier l'incontournable problème du financement pour lequel les formules préconisées se multiplient².

¹ Africa 2063, page 19 : Natural resources sector is expected to generate ...more than US\$ 600 billion ...in government revenue over the next 20 years... ..

² Dans un papier récent d'ODI, 21 sources de financement ont été identifiées.

Sans vouloir boudier le plaisir qu'offre cette bonne nouvelle à propos du futur d'un continent que l'on présentait, il y a dix ans à peine, comme perdu parce que mal gouverné, en proie à des épidémies de toutes sortes, un certain nombre d'agences et d'institutions mettent en exergue quelques prérequis sans lesquels les avancées actuelles continueront d'être fragiles. Une meilleure gouvernance locale est un de ces prérequis. Il s'agirait, pour faire simple, d'enclencher un processus visant à renforcer les capacités des collectivités locales et territoriales à contribuer à la construction d'une Afrique unie, forte et prospère. De cette importance à donner aux collectivités locales et territoriales, le CGLU-A s'est fait l'avocat depuis des années, notamment à travers son programme phare d'Africités dont il a été dit qu'il concrétise un *choix* et une *volonté*.

Choix et volonté.

Le choix est celui d'inscrire son action dans la dynamique de l'intégration africaine qui figure parmi les priorités les plus hautes de l'agenda politique des Etats africains, tel qu'il a été articulé dès 1963 avec la mise en place de l'Organisation de l'Unité Africaine, et poursuivi, et amplifié, depuis 2002 par l'Union Africaine.

Quant à la volonté, celle qui prévaut consiste à dépasser certaines insuffisances notées dans la mise en œuvre de cet agenda politique africain. En effet, force est de constater que les efforts des organisations intergouvernementales du continent ont porté quasi exclusivement sur les Etats, et que de ce fait, les populations africaines n'ont pas réellement été parties prenantes de ce mouvement.

Il s'agit pour l'CGLU-A de dépasser ces insuffisances en partant des territoires. Partir des territoires, c'est-à-dire des espaces de vie des populations africaines, permet de construire une vision d'ensemble de l'Afrique qui prend racine sur les réalités vécues par les populations et les communautés locales. Cette perspective inscrit la mise en mouvement de la dynamique d'intégration et d'unité du continent non plus exclusivement au niveau des Etats, mais également et davantage au niveau des collectivités locales, le niveau de gouvernance publique le plus proche des populations. De cette manière la réflexion tend à déplacer le curseur de la conception de l'unité du continent d'une Afrique des Etats-Nations à une Afrique des Peuples. Une telle orientation signifie clairement l'option pour le dépassement de la situation des frontières héritées de la colonisation comme condition de participation de l'Afrique au monde de demain qui sera, en grande partie, un monde de grandes régions comme cela s'esquisse sous nos yeux en Europe, en Amérique et en Asie.

Si la gouvernance locale adossée au projet politique d'intégration du continent est le fil d'Ariane d'Africités depuis sa création, les thématiques ont évolué d'un sommet à l'autre³.

³ : Africités 1, à Abidjan en janvier 1998, sur le thème *Reconnaître le rôle incontournable des collectivités locales dans le développement de l'Afrique* ; Africités 2, à Windhoek en mai 2000, sur le thème *Financer les collectivités locales africaines pour assurer le développement durable du continent* ; Africités 3, à Yaoundé, en décembre 2003, sur le thème *Accélérer l'accès aux services de base au sein des collectivités locales africaines* ; Africités 4, à Nairobi, en septembre 2006, sur le thème *Construire des coalitions pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement au sein des collectivités locales africaines* ; Africités 5, à Marrakech, en décembre 2009, sur le thème *La réponse des collectivités locales et territoriales africaines à la crise globale : promouvoir le développement local durable et l'emploi*. Africités 6, du 4 au 9 décembre 2012, à Dakar, a pour thème *Construire l'Afrique à partir de ses territoires : quels défis pour les collectivités locales ?*

Africités 7

Le 7^e sommet qui se tiendra à Johannesburg du 29 novembre au 03 décembre 2015 a pour thème « *Construire l'avenir de l'Afrique avec ses populations : La contribution des autorités territoriales d'Afrique à la prospective 2063 de l'Union Africaine* ». Derrière cette formulation, il y a une ambition, mais aussi une crainte et un souci.

L'ambition consiste pour Africités 7 à prendre appui sur les progrès enregistrés par le continent, tant sur le chemin de la croissance retrouvée que sur celui de la démocratisation, notamment sous le rapport de la gouvernance locale, pour aborder la problématique de la construction du futur, objet de *l'Agenda 2063*, sous un angle différent mais complémentaire : celui de l'amélioration de la gouvernance locale avec les peuples. L'originalité est dans la proposition/conjonction avec.

Il s'agira donc certes de consolider les acquis là où ils ont été enregistrés, d'en encourager le développement là où ce n'est pas encore fait, d'élargir le champ de la démocratie partout afin qu'aucune dimension de la vie ne soit n'échappe à ce processus. Mais au-delà de l'approfondissement de la démocratie dont la définition classique -gouvernement du peuple par le peuple- reste d'actualité, l'ambition est de *faire des peuples un sujet historique*.

La crainte est, symétriquement, de voir les avancées récentes stagner, être rattrapées par les vieux démons, et de ce fait, de voir les peuples prives des fruits de leurs luttes. Les tendances à la restauration de régimes /et d'ordres autoritaires, à contre-courant des promesses et espoirs qu'autorisaient les printemps africains, dans les années 90, et ceux dits arabes, vingt ans après, justifient largement ces craintes ; elles viennent rappeler que rien n'est définitivement acquis. Il faudra donc trouver à Johannesburg les stratégies idoines pour conjurer ces risques.

Cela commence par un effort de *reconceptualisation de la démocratie* pour la lier plus étroitement à la citoyenneté. Ce sera le lieu de rappeler que le citoyen se définit par sa capacité à défendre ses droits vitaux et non par l'obéissance aux lois. Avoir réellement un droit, c'est, dans cette approche, et avant tout, garder intacte la puissance de pouvoir le défendre, le revendiquer et le promouvoir. L'instauration d'un Etat de droit est sans doute à cet égard une condition nécessaire mais cela ne suffit pas; il faut construire de véritables sociétés de droit, c'est-à-dire des ensembles dans lesquels l'Etat lui-même et ses démembrements sont soumis au droit. Le postulat qui est derrière cette approche est que la meilleure manière de consolider les avancées et de prévenir les risques de retour aux ordres autoritaires est de renforcer la capacité des peuples à prendre en mains leurs propres destinées, à mettre la citoyenneté au poste de commande alors que d'autres auraient voulu installer à ce poste le parti ou une autre institution.

A Johannesburg, il sera donc question des collectivités locales et territoriales mais il sera aussi et peut-être surtout question des droits des populations africains à investir le champ de l'action politique, comprise non plus comme délégation de ses responsabilités à d'autres mais comme mise en forme de la puissance de la multitude, pour paraphraser Spinoza.

A la réflexion, le choix de ce nouvel angle d'attaque, de cette focalisation, procède moins d'un phénomène de mode que d'une volonté de contribuer à la formation d'un nouveau contrat social au cœur duquel on retrouve au moins deux idées forces.

Des idées-forces

En premier lieu, il y a l'idée selon laquelle *la vision*, pour prendre un terme cher aux prospectivistes, est *essentielle* dans le développement et, de manière plus générale, dans tout processus de transformation

car elle permet de maintenir le cap. En des temps troubles, des temps de tourmente, de bourrasques économiques et financières, en ces temps où, par moments, l'Histoire donne l'impression de bégayer, il faut savoir où l'on veut aller pour éviter de sombrer sous le charme des sirènes de l'heure. Jamais plus qu'aujourd'hui ne se vérifie l'aphorisme de Sénèque selon lequel « il n'y a pas de vents favorables pour celui qui ne sait où il veut aller ». Les Africains sont en quête d'avenir mais celui qu'ils souhaitent n'est pas nécessairement celui que voudraient programmer pour eux ceux qui pensent que c'est le passe des autres qui est leur futur, que l'Histoire est arrivée à sa fin avec le triomphe du marché et de la démocratie libérale.

Celui que souhaitent les Africains, si les consultations menées autour de *l'Agenda 2063* ont un sens, s'inscrit dans une volonté d'être présents au « rendez-vous du donner et du recevoir » et d'y aller en toute responsabilité et en toute autonomie. Et non d'être simplement des convives dans un banquet dans lequel leur place serait, tout au mieux, celle que l'esprit scientifique réserve habituellement aux variables d'ajustement : négligeable parce que pouvant être négligé. Utopie, diront certains ; mais une utopie qu'il faut revendiquer car, ainsi que l'affirmait Don Helder Camara, « l'utopie partagée, c'est le ressort de l'Histoire ». C'est à susciter un désir d'avenir que doit servir la vision ; c'est à cela que doivent s'attacher tous ceux qui veulent élargir le champ de la démocratie et c'est en le faisant qu'ils se transformeront et se débarrasseront de leurs manteaux d'autorités locales ou leurs modestes vêtements d'acteurs locaux pour renaître comme des pèlerins de l'avenir avec tout ce que le terme de pèlerins connote de foi, d'abnégation et de disponibilité.

La deuxième idée-force est que *l'avenir n'arrive pas seul* : il faut créer la condition de son éclosion, voire aller à sa rencontre. C'est le rôle de la stratégie que de préparer la transformation, l'éclosion de l'avenir au moindre coût physique, économique, politique et institutionnel. Les autorités/instances planificatrices, au niveau continental, national, régional, et local ont un rôle clé à jouer sous ce rapport. Mais c'est une stratégie de type nouveau qu'il faut. Non pas celle qui repose sur l'idée, bien naïve, qu'il n'y a pas d'alternative à une globalisation incontournable à laquelle l'Afrique doit simplement s'ajuster mais celle qui, renonçant à de vieilles lubies, fait sienne l'idée que la seule gouvernance qui vaille est non pas celle du partage du gâteau mais une gouvernance de partage.

C'est en prenant comme socle ces deux idées-force que les transformations les plus solides, les plus durables ont eu lieu dans l'Histoire. Avec son style inimitable, Mandela l'exprimait ainsi : « une vision sans action n'est que rêverie ; une action sans vision est une recette pour un cauchemar à venir. Une action combinée à une vision peut transformer durablement le monde ». Ces propos prononcés en 1996 n'ont pas pris, loin s'en faut, une ride.

Pour conclure, on dira que Africités 7 devrait marquer un approfondissement d'une thématique -celle de la démocratie locale- dans la défense et l'illustration de laquelle UCGL-A s'est fait le héraut, et est reconnu comme un champion, voire un chantre. Mais tout aussi remarquable que par la fidélité à cette thématique, A7 devrait au sommet de Johannesburg marquer un changement dans le traitement de cette question, matérialiser le choix d'un autre angle d'attaque : les collectivités locales au service d'une citoyenneté assumée. Fidélité donc et permanence, changement et continuité seront au rendez-vous de Johannesburg. Il faudra les faire tenir ensemble d'autant qu'à CGLU-A on ne sépare pas les deux notions, la conviction ayant été forgée que « la fidélité à soi est dans le mouvement », pour paraphraser Mohamed Iqbal.